

Pour Muselier, tout

Le président sortant doit sa large victoire à la coalition qui s'est constituée autour de lui. Il s'est engagé à en « tenir compte ». A gauche comme au centre, il est attendu au tournant...

Renaud Muselier aurait-il remporté les élections si le Varois Jean-Laurent Félizia, qualifié pour le second tour, avait maintenu sa candidature ? Possible. Mais pas certain. Comme en 2015, le retrait de la liste de gauche a largement favorisé la victoire de la droite républicaine. Il y a six ans, Christian Estrosi s'était engagé à « tenir compte » de cette réalité. Il avait promis de créer une instance représentative, en marge de l'hémicycle, pour permettre aux minorités non-représentées de porter leur voix dans le débat.

« On avait imaginé des règles de pondération par département et par famille politique, se souvient le président sortant. C'était trop compliqué. Cette usine à gaz n'a jamais fonctionné. »

Un comité de vingt membres

Mercredi dernier, 48 heures après l'annonce du retrait du Rassemblement écologique et social, le candidat

Muselier s'est engagé sur un système « plus sérieux » et « plus efficace ». Son idée : un comité d'une vingtaine de membres qui pourra proposer deux délibérations, ainsi qu'un vœu ou une motion, avant chaque réunion de l'assemblée plénière. Un représentant de cette instance serait également autorisé à intervenir en séance, chaque début d'année, pour un discours de politique générale. Une « belle idée », reconnaît Jean-Laurent Félizia, qui assure n'avoir « rien demandé et rien négocié ».

« Nous n'avons aucune nouvelle »

« À cette heure, nous n'avons aucune nouvelle de M. Muselier, précisait hier matin le leader écologiste. Je n'ai pas l'intention de le solliciter. C'est lui qui a fait cette offre, nous attendons de voir s'il va tenir ses promesses. Nous serons attentifs aux propositions qu'il va nous faire. » Méfiant ? Le nouveau patron de la gauche ne s'en cache

pas. « On ne se fera pas prendre au piège, assure-t-il. On ne veut pas faire de la figuration, intelligente ou pas. Le futur président de la Région a pris des engagements vis-à-vis de nos électeurs, il doit se montrer responsable. »

« Il s'est engagé par écrit »

Le discours est sensiblement le même du côté de Jean-Marc Governatori. Sauf que le chef de file de L'Écologie au centre, lui, ne semble pas douter du respect de la parole donnée.

« Renaud Muselier s'est engagé par écrit à mettre en œuvre sept de nos seize propositions⁽¹⁾, rappelle le Niçois. Parmi celles-ci : la distribution quotidienne d'un repas bio et végétarien dans tous les lycées. »

Les deux hommes ont convenu de se rencontrer, le 6 juillet, pour affiner la mise en œuvre de ses mesures.

LIONEL PAOLI
lpaoli@nicematin.fr

1. Quatre d'entre elles figuraient déjà dans le programme de Renaud Muselier.



Renaud Muselier a gagné grâce à l'apport des voix de gauche. Saura-t-il s'en souvenir et en tenir compte ? (Photo PQR/La Provence)

Le président de la Région sera élu vendredi matin



Renaud Muselier sera élu vendredi matin pour six ans à la tête de la Région. (Photo AFP)

Désigné dimanche soir par les urnes, Renaud Muselier sera formellement élu président du conseil régional vendredi, à l'issue d'une assemblée plénière d'investiture qui se déroulera dans la cité phocéenne.

Aucun suspense dans ce scrutin : la tête de liste LR dispose de la majorité absolue avec 84 sièges sur 123, contre 39 pour le RN. Dans le détail, le président sortant peut compter sur 36 élus LR, 30 DVD (« divers droite »), 6 LREM, 3 MoDem, 3 UDI, 3 DVC, 1 Agir, 1 LMR et 1 UCE.

57,30 % des sièges plus un « bonus » de 25 %

La clé de répartition des sièges s'est appliquée uniformément aux six sections départementales qui composent les listes.

Renaud Muselier a obtenu, selon les chiffres définitifs publiés par le ministère de l'Intérieur, 57,30 % des sièges plus un « bonus » de 25 % – qui sert à garantir la majorité au vainqueur même dans le cas de triangulaires ou de quadrangulaires. Le nouveau président sera élu pour six ans.

L. P.

lpaoli@nicematin.fr

« Nous serons une opposition combative et constructive »

La liste de Thierry Mariani, soutenue par le Rassemblement national et la Droite populaire, a obtenu 39 sièges sur 123 dans l'hémicycle régional. « Nous serons présents et assidus, promet le directeur de campagne Philippe Vardon, également élu dans les Alpes-Maritimes. Notre opposition sera combative et constructive. Combative, parce que nous sommes là pour porter la voix de ceux qui ont voté pour nous. Constructive, parce que nous travaillons

dans l'intérêt général. »

Le groupe du frontiste niçois va briguer « au moins une présidence de commission. Dans les autres régions, il est habituel de concéder cela aux groupes minoritaires. Mais sous la mandature précédente, ça n'a jamais été fait. Cela dit, c'est la première fois que Renaud Muselier est élu en son nom propre : peut-être aura-t-il à cœur de faire évoluer les pratiques de son prédécesseur Christian Estrosi. »

L. P.



« Tous les membres de notre liste élus dimanche siègeront au conseil régional », assure Philippe Vardon. (Photo Eric Ottino)

commence maintenant



Questions à Roland Cayrol, politologue, directeur-conseil de *Régions Magazine*

« L'offre politique n'a pas été à la hauteur des enjeux »



66,7 % d'abstention en France au premier tour, 65,7 % au second : les appels au vote n'ont pas été entendus. Un désaveu de plus pour les politiques ?

On peut imaginer convaincre des gens d'aller voter à partir d'arguments nouveaux. Là, il n'y en a pas eu. On s'est contenté de leur rappeler que voter était un devoir civique, et qu'il suffisait de 5, 10, 15 minutes. Ça, ils le savent ! L'offre politique n'a pas été à la hauteur des enjeux. D'une certaine façon, le premier tour contenait déjà le second... On dit souvent qu'il y a deux composantes dans l'abstention : le désintérêt ou la colère. Là, on est d'abord sur une abstention d'indifférence.

“ Les gens ont la tête à tout, sauf à cela ”

On observe néanmoins un léger rebond aux régionales en Paca : 62,2 % d'abstention dans le 06, 63,72 % dans le Var. L'enjeu mobilise un peu, quand même ?

Toute l'actualité s'est focalisée sur cette région. L'enjeu était plus fort, mais l'augmentation de la participation n'est pas non plus massive. Cela a plutôt servi au front républicain. Cela fait des années qu'on dit qu'il ne marche plus. Nous avons pourtant la preuve que c'est la seule chose qui marche contre la montée du Rassemblement national.

Les politiques déplorent l'abstention, mais n'en sont-ils pas les premiers responsables ?

Oui... avec des larmes de crocodiles. Bien sûr qu'ils en sont les premiers responsables ! Les électeurs aussi,

quelque part. Mais ils ne vont pas voter parce que, depuis trente ans, se développe le sentiment que les politiques ne peuvent pas répondre à leurs problèmes. Cette réflexion de café du commerce est devenue un sentiment majoritaire.

Campagne tronquée, déconfinement, réticences de certains... La crise sanitaire a tout de même pesé lourd ?

François Bayrou avait prévenu : si on fait des élections les 20 et 27 juin, il n'y aura personne. Les gens ont la tête à tout, sauf à des élections. C'était un problème absolument insoluble. Il n'y avait que de mauvaises solutions. Et cette

crise sanitaire a été très importante dans la prime aux sortants. D'autant plus que les électeurs ne connaissent pas bien les compétences de la Région. L'Espagne, l'Allemagne ou l'Italie n'ont pas ces problèmes-là.

Lé RN n'échappe plus à cette abstention massive, alors que ses électeurs sont présumés plus motivés. Est-il rentré dans le rang ?

Dire que les électeurs idéologiquement motivés iraient davantage voter, c'est une légende, une invention de journalistes - pardon ! Encore que... La dédramatisation me paraît faire partie

du bon bilan de Marine Le Pen, électoralement parlant. Le problème, c'est qu'après la dédramatisation vient la banalisation. Cela n'aide sans doute pas à identifier un RN différent du système...

Doit-on craindre une abstention à nouveau historique de 2022 ?

Jusqu'à maintenant, la courbe d'augmentation de l'abstention est la même pour toutes les élections. Celle de la présidentielle part de très au-dessus. C'est la reine des batailles. On reste dans de bonnes eaux, car les Français ont le sentiment que c'est là que tout se règle.

Beaucoup appellent à une réforme de la démocratie participative : nécessaire et salutaire ?

Il faut faire de la démocratie participative. Les mesures techniques existent : vote par Internet, par correspondance, sur plusieurs jours... Mais la vraie question, c'est celle de l'adéquation entre les pratiques

politiques et les aspirations de l'électorat. Il faut lui montrer que cela peut changer le pays, et changer votre vie. Les réseaux sociaux ? Il faut évidemment y être présent. Mais

cela marche tant que l'on sait s'adapter, qu'on n'a pas l'air de faire le clown. Il faut rester digne et ne pas y perdre son âme.

PROPOS RECUEILLIS PAR CHRISTOPHE CIRONE

“ Les Français pensent que tout se règle à la présidentielle ”

Le chiffre

63,72 %

C'est le taux d'abstention aux régionales dans le département du Var. Seulement 36,28 % des inscrits sur les listes électorales se sont rendus dans un isoloir. Au terme de ce second tour, Renaud Muselier a récolté 53,98 % des suffrages dans le Var, contre 46,02 % en faveur du candidat du Rassemblement national, Thierry Mariani.

Voyages en Russie et au Kazakhstan : des députés européens dont Thierry Mariani épinglés

Cinq eurodéputés français, dont Thierry Mariani, portant les couleurs du Rassemblement national, ont été placés sur la liste noire du Parlement européen pour avoir effectué des déplacements non justifiés en faisant valoir leur mandat européen.

Il leur est plus précisément reproché d'avoir, sous couvert de voyages d'observation électorale, émis des rapports positifs sur l'organisation et la légalité d'élections organisées dans des pays tiers (Russie et Kazakhstan). Le placement sur liste noire implique l'interdiction de participer à de telles missions jusqu'à la fin de l'année.

L'affaire a été divulguée hier par le site spécialisé EUobserver qui dévoile no-

tamment l'identité des cinq parlementaires européens concernés par la procédure : Thierry Mariani, Virginie Joron, Hervé Juvin, Jean-Lin Lacapelle et Philippe Olivier.

« Ils ne peuvent brandir leur badge de député européen »

Dans l'entourage de Thierry Mariani, la sanction est jugée « ridicule. Les eurodéputés ne sont pas des fonctionnaires européens. On ne leur dicte pas ce qu'ils doivent faire et ils ont leur liberté d'action », explique ce proche de l'eurodéputé.

Des missions effectuées par l'eurodéputée de La France Insoumise Leïla Chabi en Équateur et au Venezuela de-

vraient elles aussi donner lieu à un rappel à l'ordre déontologique. Il faut savoir que Thierry Mariani est membre de la commission « Groupe d'appui à la démocratie et de coordination électorale du Parlement européen ». Il s'agit d'un groupe dédié de députés européens qui supervisent les efforts du Parlement pour soutenir la démocratie au-delà de l'Union européenne.

Il est par ailleurs précisé que les critères et les procédures des délégations d'observation des élections sont réglementés.

Ce vendredi 25 juin, lors d'une réunion interne, les cinq eurodéputés français RN ont donc été rappelés à l'ordre sur des questions de respect de la déonto-

logie. Des sources proches du Parlement européen indiquent que les parlementaires visés ont mené des missions de suivi d'élections dans des pays tiers sans être habilités par le Parlement européen et à l'invitation des pays concernés.

Il est notamment reproché à Thierry Mariani, lors et à l'issue de ces déplacements, de s'être exprimé au nom du Parlement européen. « Il est tout à fait loisible à ces députés d'être invités par des autorités nationales mais, à ce moment-là, ils doivent s'exprimer à titre personnel et ne peuvent brandir leur badge de député européen », a commenté officieusement un observateur de l'institution.

PEGGY POLETTO



L'eurodéputé du Rassemblement national, Thierry Mariani.

(Photo Luc Boutria)

Muselier, « un bébé Chirac » face à l'extrême droite

Son combat contre le Rassemblement national, c'est aussi sa façon d'être à la hauteur d'une famille qui a toujours résisté, et de lui être fidèle. Portrait.

Qui est donc Renaud Muselier, le Marseillais, qui a gagné sa légitimité à la présidence de la Région, au deuxième tour des Régionales, dimanche 27 juin ? Jusqu'à ce jour il était le successeur de Christian Estrosi, qui en avait démissionné deux ans après les élections de 2015. Renaud Muselier est très discret sur sa vie personnelle, lâchant seulement de temps en temps, qu'il est père de quatre enfants. Ou que sa mère est la demi-sœur de Géraldine d'Albanie, devenue reine après avoir épousé le roi Zog I des Albanais.

Mais il ne précise pas que la famille a perdu son trône en 1939, un an après le mariage, quand les fascistes italiens envahisseurs, la forcent à se réfugier dans d'autres pays avant de trouver asile sur la Côte d'Azur. Pudeur, blessure à oublier. Renaud Muselier très occupé hier, à préparer son « intronisation » vendredi, à la présidence du conseil régional, n'en dit pas plus.

« Un pacte familial contre l'extrême droite »

Il évoque plus facilement son grand-père, Émile Muselier, vice-amiral des Forces françaises libres, qui « a installé la croix de Lorraine sur la France Libre, pour la différencier de la France occupée. » Et de Maurice, son père, pharmacien, déporté à Dachau pour faits de résistance. Ou encore de sa mère, elle-même résistante, aujourd'hui âgée de 92 ans. Il en parlait, pas plus tard que le 22 juin, lors d'un meeting de campagne à Toulon « sous son contrôle. »

« On a ça dans nos gènes, la liberté, la liberté de penser, la liberté de vivre. » Mais s'il fait ce trait d'union entre passé et présent, c'est pour servir Les Républicains, la politique, son élection à la Région. L'air de rien Renaud Muselier ne perd pas de temps à faire semblant, à se perdre dans des actions, des paroles qui ne servent à rien. Même une poignée de main doit avoir un sens. « On a un pacte familial, c'est de faire en sorte que l'extrême droite ou le RN ne puisse jamais prendre le pouvoir. »



Dimanche 27 juin, Renaud Muselier a une nouvelle fois respecté « le pacte familial contre l'extrême droite » en remportant les élections régionales. (Photo Laurent Martinat)

Étudiant, il lançait des cocktails molotov

Ce passé explique le gaullisme acharné et convaincu, dont il se drape comme d'une vertu, dont il fait sa dignité d'homme politique, quand on l'agresse. Ça l'aide à rester droit dans ses bottes. Comme lors de la constitution de sa liste, quand il résiste aux injonctions de son parti LR, qui le menace d'exclusion, parce qu'il a intégré des gens de LREM sur sa liste.

Ce gaullisme l'amène à 26 ans, en 1985, à la fédération marseillaise du RPR. Alain Savary, alors ministre de l'Éducation nationale de François Mitterrand, l'a bien aidé, en lançant sa réforme. Renaud Muselier est alors en fac de médecine. Il est de ceux qui mènent les manifestations, lancent des cocktails molotov. La réforme sera finalement votée. Contacté hier, Renaud Muselier affirme encore aujourd'hui « qu'il comprend très bien les manifs violentes pour y avoir participé. Mais que c'est très difficile quand cela devient violent et compliqué, de

trouver une sortie positive. » Ceinture noire 2^e dan de karaté, vice-champion de France de karaté contact en 1982 et 1983, et champion de France universitaire de rugby en 1984, il a appris à se battre mais aussi à se maîtriser.

Son combat deviendra donc politique. Pourtant son père lui avait demandé de ne jamais en faire. Il lui a désobéi sans remords, mais a respecté le pacte familial : en 1992, il est élu conseiller général – aujourd'hui on dit conseiller départemental – face au seul élu Front national de France, Jean Roussel, dans le deuxième canton de Marseille. C'est le premier mandat de Renaud Muselier qui se qualifie lui-même de « bébé Chirac ». Tandis que ses amis de lycée et de fac, auxquels il reste fidèle, continuent de le surnommer « Muso », lui intègre peu à peu les instances de sa famille politique, jusqu'à compter parmi les membres fondateurs de l'UMP, puis des Républicains. Il sera deux fois député des Bouches-du-Rhône, la dernière de 2007 à 2012 ; secrétaire d'État aux affaires étrangères sous Jacques Chirac de 2002 à 2005. Et député européen de 2014 à 2019. En même temps, il gère ses deux cliniques dans la cité phocéenne. Et entre-temps, il est devenu de 1995 à 1997, vice-président de l'Olympique de Marseille.

La revanche

Et Marseille alors ? Sa ville. Celle où il est né en 1959, qu'il n'a jamais quittée et dont il vante la beauté. Jean-Claude Gaudin, ficelé à son siège de maire, n'a jamais voulu

en faire son dauphin, même s'il l'a laissé espérer. Et quand Renaud Muselier remporte les 4^e et 5^e arrondissements de Marseille contre le socialiste Jean-Noël Guérini, en 2008, une voie royale s'ouvre à lui, pour prendre la tête de la Communauté urbaine Marseille-Provence-Métropole, devenue depuis Métropole Aix-Provence-Marseille. Et de prendre la place de Jean-Claude Gaudin. Tout s'effondre à deux voix près.

Deux voix qui l'ont trahi, dit-il encore aujourd'hui sur un ton froid, comme si cela méritait encore une revanche. C'est le socialiste Eugène Caselli, proche de Jean-Noël Guérini qui l'emporte. Renaud Muselier, en a fait un livre dans lequel il décrit le système Guérini qui « a mis Marseille dans cet état. » Les Guérini qui ont été jugés et condamnés il y a peu. Voilà qui correspond à ce que dit de lui Christian Estrosi, tête de liste des Alpes-Maritimes aux régionales : « Renaud est un homme loyal. Mais il ne faut pas le tromper. Il laisse trop parler ouvertement son cœur. C'est son côté marseillais. Quand il a quelque chose sur le cœur il le dit. » Dans un livre s'il le faut ! « Il est soucieux du bien-être des gens, attentif à leur détresse », confie encore le maire de Nice.

Aujourd'hui Renaud Muselier n'a plus envie de la mairie, ni de la Métropole Aix-Provence-Marseille. Du

moins c'est ce qu'il dit. Les temps ont changé, la Région a pris du pouvoir. Quelque part, ils ont tous besoin de lui. C'est un peu sa revanche.

Sa personnalité

« Il est travailleur, humaniste mais aussi pugnace » dit de lui le maire de Toulon, Hubert Falco. Un défaut peut-être ? « Il se met en colère parfois, mais est-ce un défaut ou une qualité des gens du Sud ? » Jean-Pierre Colin, déjà conseiller régional sous le mandat précédent, voit en lui « un homme politique d'une grande fidélité. Cela le met parfois en porte-à-faux. Mais quand il a donné sa parole, il la tient. Il est pugnace, il l'a montré pendant la crise de la Covid. »

Cette pugnacité, le RN ne la voit pas comme cela. « Je suis déçu par l'homme », affirme le candidat varois, déchu aux régionales, Frédéric Boccaletti. Il a mené une campagne de coups bas. « Même topo du côté de Philippe Vardon, également partant sur la liste RN mais dans les Alpes-Maritimes : « J'ai connu deux Renaud Muselier : le président de la Région qui se comportait correctement. Et celui en campagne qui a été agressif et grossier envers les élus RN. »

François de Canson, un proche de Renaud Muselier, à ses côtés dimanche soir au moment de la victoire, tête de

liste LR dans le Var, l'a surnommé « capitaine courage » car « tout au long de la campagne il n'a pas flanché. C'est

« Mon grand-père ne s'entendait pas avec De Gaulle. »

quelqu'un de courageux, qui aime les gens, très attentif, sensible. » Ce qui ne l'empêche pas de se mettre en colère. « Mais ça fait avancer ! » Quant à Jean-Laurent Félizia, candidat du Rassemblement écologique et social, qui s'est désisté en sa faveur : « J'attends de le connaître mieux, dès lors qu'il aura mis à exécution, les promesses faites entre les deux tours. »

« Vous savez, c'était difficile de porter le nom de Muselier, car mon grand-père ne s'entendait pas avec De Gaulle. C'était quelqu'un d'exceptionnel. Et mon père disait : « C'est difficile de pousser à l'ombre des grands arbres. » Hier Renaud Muselier évoquait encore cette discussion, l'air de se demander où il en était. « Maintenant je suis un vieux bébé Chirac. » Mais une fois de plus, il a gagné face à l'extrême droite.

RÉGINE MEUNIER
rmeunier@nicematin.fr

Bio express

1959 : naissance à Marseille.

1982-1983 : double vice-champion de France de karaté contact.

1984 : champion universitaire de rugby.

1992 : élu conseiller général face au seul élu Front national de France.

1995-1997 : vice-président de l'Olympique de Marseille.

2008 : il loupe la présidence de la communauté urbaine Marseille-Provence-Métropole qu'occupe Jean-Claude Gaudin. C'est un socialiste qui l'emporte.

2021 : remporte les régionales face au RN.